

S O S LMS 26/2

9h6

(1938, 41)

A

Caisse Centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel - Représentation de la S.N.C.F.-

M. DARGNIES C.D. 10. 5.38 32 VII

Liquidation de cette participation financière
 Lettre S.N.C.F. au M.T.P. C.A. 18. 6.41 31 Qd a)
 19. 6.41

Caisse Centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel - Représentation de la S.N.C.F.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 92892/5

Paris, le 19 juin 1941.

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Il a été acquis sur le fonds de réserve des primes de l'ancien Réseau de l'Etat, 50 actions de la Caisse Centrale du Crédit Hôtelier Commercial et Industriel pour un montant de 5.000 francs.

A la suite d'une proposition formulée par la dite Société, j'ai prescrit de liquider la participation financière de la S.N.C.F. et les actions en cause ont été transférées au nom de la Caisse Centrale du Crédit Hôtelier.

En vue de report au crédit de notre compte 27-33 "Disponibilités sur Fonds de réserve des primes des anciens Réseaux A.L. et Etat" du capital nominal remboursé, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien me faire adresser un ordre de versement de 5.000 francs.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances
(Direction de l'Economie Générale)
Palais du Louvre
PARIS

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 18 juin 1941

Questions diverses

P.V.(p.10) a) Réalisation de 300 actions de la
Caisse Centrale du Crédit Hôtelier,
Commercial et Industriel.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve la liquidation de la participation de la S.N.C.F. à la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, par la réalisation au pair des 300 actions de cette Caisse lui appartenant.

La somme de 15.000 fr à provenir de cette réalisation sera reversée aux comptes ayant supporté la charge de la souscription, soit :

- 5.000 fr au "Fonds de réserve des Primes" de l'ancien Réseau de l'Etat,

- 10.000 fr au Compte d'Exploitation.

Steno (p.31)

M. LE PRESIDENT - La S.N.C.F. a hérité des anciens réseaux une participation de 300 actions de 100 fr de la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, soit 100 entièrement libérées et 200 libérées du quart. Bien que cette participation ne représentât que 0,7 % du capital versé, la S.N.C.F. détenait un siège au Conseil d'Administration, composé de 17 membres.

A la suite de la loi du 18 septembre 1940 sur les Sociétés anonymes, ce nombre a dû être réduit à 12 et il a été demandé à la S.N.C.F. de consentir l'abandon de son siège d'administrateur. J'ai dû accepter cet abandon, étant donné que notre faible participation au capital.

Dans ces conditions, il m'est apparu qu'il n'y avait pas grand intérêt à maintenir cette participation. Il est donc proposé au Conseil d'approuver la liquidation de cette participation par la réalisation au pair de nos actions de cette Société. Sur les 15.000 fr à provenir de cette liquidation, 5.000 fr seraient attribués au fonds de réserve des primes de l'ancien réseau d'Etat et 10.000 fr au Compte d'Exploitation, le montant de la souscription ayant été imputé à ces deux comptes dans cette proportion.

Il n'y a pas d'objection ?

Le Conseil approuve cette proposition.

Secrétariat Général

Participations Financières

Paris, le 16 juin 1941

Note pour le Conseil d'Administration

Liquidation de la participation de
la S.N.C.F. à la Caisse Centrale de
Crédit Hôtelier Commercial et Industriel.

La S.N.C.F. a hérité des anciens réseaux une participation de 300 actions de 100 fr de la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel, dont 100 entièrement libérées et 200 libérées du quart, soit 15.000 fr versés.

Bien que cette participation ne représentât que 0,7 % du capital versé de la Société, la S.N.C.F. détenait un siège au Conseil d'Administration composé de 17 membres.

En application de la loi du 16 novembre 1940, la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel a dû réduire à 12 le nombre des membres de son Conseil et a demandé à la S.N.C.F. de faire abandon de son siège d'Administrateur. Elle a fait savoir, en même temps, qu'elle était disposée à réaliser au pair les titres appartenant à la Société Nationale.

Etant donné sa participation minime, la S.N.C.F. ne pouvait s'opposer à la demande de démission d'Administrateur sollicitée par la Société. Elle conservait d'ailleurs un droit de regard sur cet Organisme, au moyen de ses 3 représentants, maintenus au Comité Consultatif, lequel exerce une action prépondérante sur la branche hôtelière de la Société.

En conséquence, par lettre du 14 décembre 1940, la S.N.C.F. a adressé à la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel sa démission d'Administrateur et il a été proposé de liquider la participation, dans les conditions envisagées par la Société, c'est-à-dire par la réalisation au pair des titres qui la composent.

La mission du Contrôle Financier au Secrétariat d'Etat aux Communications, consultée sur les modalités de cette liquidation, a donné son accord officieux à l'opération envisagée.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver la liquidation de la participation de la S.N.C.F. à la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, par la réalisation au pair des actions qui la composent, soit au prix de 15.000 fr, somme qui serait restituée aux comptes ayant supporté la dépense lors de la souscription des actions, savoir :

5.000 fr au "Fonds de Réserve des Primes" de l'ancien réseau de l'Etat,
10.000 fr au Compte d'Exploitation.

Signé: ANTONINI

10 mai 1938

QUESTION VII - Représentation de la S.N.C.F.
aux Conseils d'Administration des Sociétés
dont elle est actionnaire et dans les
Comités de gestion de différents orga-
nismes dans lesquels elle possède une
participation financière.-

Caisse Centrale de Crédit
Hôtelier commercial et industriel

P.V. COURT

Le Comité procède à un nouvel examen de la question,
en vue des propositions définitives à soumettre au Conseil dans
sa séance du lendemain.

Sous réserve de la décision de celui-ci, il arrête la
liste des représentants, fonctionnaires de la S.N.C.F. ou fonc-
tionnaires ayant appartenu aux cadres des anciens Réseaux.

(s) STENO

M. LE PRESIDENT - Je vous ai fait distribuer un tableau
qui contient certaines différences par rapport au tableau
précédent.

.....

M. LE PRESIDENT - Il n'y a pas d'autres observations
sur les propositions ? Elles sont adoptées.

Extrait du tableau relatif à
la représentation de la S.N.C.F. au Conseil d'Administration
des Sociétés dont elle est actionnaire et du Comité de gestion des
différents organismes dans lesquels elle possède une participation
financière

Représentation à la Caisse Centrale de Crédit commercial
et industriel

Désignation et objet de la Société	Capital social	Part appartenant à la SNCF (en %)	Composition du Conseil d'Administration Nombre total des membres	nombre des sièges à la disposition de la S.N.C.F.	Représentation proposée Membres du Conseil d'Admini- stration	Fonctionnaires ou anciens fonctionnaires de la SNCF
Caisse Centrale de Cré- dit commercial et in- dustriel (ancien Crédit National hôtelier)	2.205.575	0,7%	17	1	"	1 M. DARGNIES